



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Ouverture de la Conférence ministérielle « Renforcer l'autonomie  
énergétique européenne et réussir la transition écologique » organisée  
dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne**

**Intervention de Bruno Le Maire,  
ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance**

***Bercy***

*9 mars 2022*

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Bonjour à tous. Je suis très heureux de vous accueillir au Ministère de l'Économie et des Finances pour cette journée qui va être consacrée à l'indépendance énergétique de l'Europe. Et vous voyez bien, dans les circonstances actuelles, à quel point cette rencontre est importante pour nous tous, et à quel point nous attendons les solutions et des propositions issues des travaux qui vont se dérouler toute la journée, et auxquels, avec la ministre chargée de la Transition écologique Barbara Pompili, nous attachons une importance majeure.

**Après la crise Covid, nous vivons une deuxième crise géopolitique majeure, la crise ukrainienne.** Cette crise est d'abord, évidemment, un drame humain. Et je voudrais profiter de mon intervention pour vous dire à quel point tout le peuple français est derrière le peuple ukrainien, et soutient le peuple ukrainien face aux drames militaires, au drame humain qu'il vit tous les jours. Mais ce choc géopolitique provoque également un choc énergétique dont nous voyons les conséquences dans nos vies quotidiennes, et dont tous nos compatriotes voient les conséquences dans leur vie quotidienne.

Le prix du baril de pétrole atteint 130 dollars le baril. C'est une donnée très lointaine, mais ce qui est très proche, ce sont les prix du diesel et les prix de l'essence à la pompe, qui sont insupportables pour beaucoup de nos compatriotes. C'est le prix du gaz qui a décuplé au cours des derniers mois. Si bien que ce n'est pas exagéré que de dire que cette crise énergétique, ce choc énergétique de 2022, est comparable en intensité, en brutalité au choc pétrolier de 1973. Cette flambée des prix est accentuée en plus par la parité euro-dollar, et elle se traduit donc par ce prix de l'essence à la pompe très élevé pour nos compatriotes.

Vous savez que je suis élu du département de l'Eure, c'est un département où beaucoup de nos compatriotes prennent leur voiture pour aller travailler. Certains parce qu'ils habitent dans des communes rurales, d'autres parce qu'ils vont dans le centre de Paris pour travailler, qu'ils font donc 90 kilomètres aller, 90km retour chaque jour, pour se rendre sur leur lieu de travail, et qu'ils voient à chaque fois que les prix à la pompe sont pénalisants pour eux, ce sont des personnes indépendantes, des patrons du bâtiment, des patrons des travaux publics qui sont touchés.

Le président de la République nous a demandé de travailler à une aide appropriée. Nous apporterons une aide appropriée à tous ceux qui sont les premières victimes de cette flambée des prix du carburant. Nous en avons conscience. Nous suivons la situation au jour le jour, et je le dis autant, comme élu local du département de l'Eure que comme ministre de l'Economie et des Finances, nous voulons apporter une réponse à ceux de nos compatriotes qui sont les plus touchés par cette flambée des prix du carburant. Le président de la République a été extrêmement clair sur ce sujet lors de son premier déplacement à Poissy, lundi.

Il est aujourd'hui essentiel de définir ce que sera notre réponse à ce choc énergétique, et d'inscrire ces décisions immédiates, indispensables pour nos compatriotes dans une perspective de long terme.

Lorsque vous faites face à une crise systémique, il ne faut pas multiplier les réponses de court terme, sans se demander quelle est la solution de long terme, sinon on est sûr d'aller droit dans le décor. Il faut savoir quelle est l'issue de long terme, pour pouvoir définir les bonnes solutions de court terme. Je vous rappelle que c'est ce que nous avons fait face à la crise du Covid. Et qu'il faut savoir tirer les leçons des crises. Face à la crise du Covid en 2020, je le dis devant le directeur général du Trésor, qui était à l'époque mon directeur de cabinet, nous avons su prendre les bonnes décisions. Pourquoi ?

Parce que nous avons tiré les leçons de la crise financière et économique de 2008. En 2008, 2009, 2010, une crise financière et économique très brutale avait touché l'ensemble de la planète, notamment les pays européens, et nous avons pris la décision pour être compréhensibles à l'époque de rétablir le



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

plus vite possible les finances publiques quitte à tuer la croissance. Nous avons tué la croissance, nous avons tué l'emploi et nous avons surtout aggravé la situation de la dette.

En 2020, nous avons voulu tirer les leçons de cette réponse qui n'avait pas fonctionné et nous avons opéré une véritable révolution mentale. La meilleure solution c'est celle qui a été retenue par le président de la République : protéger les salariés et de protéger des entreprises avec l'activité partielle, les Prêts Garantis par l'Etat et le Fonds de solidarité. Nous avons mis en place le « Quoi qu'il en coûte » et ça a marché. Après deux ans de crise, nous avons ici en France la croissance économique parmi les plus fortes de la zone euro, avec le niveau d'inflation parmi les plus faibles et le meilleur taux d'emploi depuis plusieurs décennies en France.

**Vous voyez à quel point il est utile de tirer les leçons des crises passées pour apporter les bonnes réponses aux crises présentes. C'est ce que nous voulons faire face à cette crise énergétique.**

Quand il y a eu le choc pétrolier de 1973, quelle a été la réponse des pays occidentaux ? Ils avaient engagé une politique budgétaire expansionniste et soutenu massivement la demande. Donc, j'entends parfaitement ceux qui me disent il faut refaire un deuxième « Quoi qu'il en coûte », mais je leur dis non, ce n'est pas la bonne réponse. Le « Quoi qu'il en coûte » était la bonne réponse à la crise du Covid. Ce ne serait pas la bonne réponse à la crise énergétique de 2022, parce que cela ne ferait qu'alimenter l'augmentation des prix et l'inflation dont souffrent tellement nos compatriotes. Cela reviendrait à jeter de l'essence sur un incendie et cela aggraverait un choc inflationniste qui est déjà, je le redis, extrêmement pénalisant pour nos compatriotes. En 1973, cette réponse a provoqué le choc inflationniste que vous connaissez, conduit les banques centrales à lutter contre ce choc inflationniste, à augmenter massivement les taux, ce qui avait tué la croissance. Cela porte un nom, « la stagflation ». C'est précisément ce que nous ne voulons pas revivre en 2022.

Nous ne devons pas refaire en 2022 les erreurs de 1973, comme nous n'avons pas refait en 2020 les erreurs de 2008. Nous devons être plus inventifs, plus volontaristes, plus créatifs. Nous devons inventer un autre modèle de réponse à cette crise énergétique. Et ce modèle, il tient en un seul mot, en une seule perspective de long terme. Elle a été définie par le président de la République, l'indépendance.

**La bonne réponse au choc énergétique que nous connaissons aujourd'hui, c'est l'indépendance énergétique totale de la France et de l'Union européenne dans les 10 années qui viennent.** Pour arriver à cette indépendance, qu'on ne va pas la bâtir tout de suite, évidemment, on ne va pas devenir indépendant du gaz russe comme ça en quelques semaines. Nous n'allons pas devenir indépendants du pétrole dans des délais qui se comptent en jours, mais pour parvenir à cet objectif stratégique de l'indépendance, il faut des étapes : la protection des entreprises, l'accompagnement des ménages et l'adaptation de notre modèle de consommation énergétique. Voilà aujourd'hui ce que je voulais vous proposer. Un objectif stratégique qui a été fixé par le président de la République : l'indépendance énergétique.

Ce sujet sera très largement débattu à un sommet majeur des chefs de gouvernements et d'États européens, qui doit se tenir demain et vendredi à Versailles.

Et pour parvenir à cet objectif, 3 étapes : la protection des entreprises qui sont les plus menacées par l'augmentation des prix du gaz et des prix du pétrole, l'accompagnement des ménages qui au jour le



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

jour vivent la difficulté de l'augmentation des prix et l'adaptation de notre modèle de consommation énergétique. Voilà donc le programme que je voulais débattre avec vous aujourd'hui.

A partir de là, il faut que nous soyons capables de définir le calendrier de mise en œuvre de cette stratégie. Et c'est très important, pour ne pas se prendre les pieds dans le tapis, d'avoir un calendrier qui soit le plus clair possible.

**Il y a d'abord les réponses de court terme, les réponses immédiates. Celles qu'attendent nos compatriotes, celles qui sont indispensables au bon fonctionnement de l'économie. Il y en a deux. Diversifier les approvisionnements et protéger les ménages plus modestes, ceux qui ont les revenus les plus faibles, ceux qui ont le plus de difficultés au quotidien, contre l'augmentation des prix du gaz, de l'essence, et de l'électricité.**

La diversification des approvisionnements énergétiques de l'Europe, notamment en gaz, est une urgence absolue. Elle doit passer par d'autres partenariats, avec d'autres pays. Elle doit reposer sur des infrastructures nouvelles. L'Allemagne qui ne possède pas par exemple de terminaux GNL, a annoncé investir 1,5 milliards d'euros dans de nouveaux terminaux GNL. C'est une excellente nouvelle. Il faut que nous nous puissions rendre les quatre terminaux GNL que nous possédons en France les plus opérationnels possibles pour que la dé-gazéification soit la plus rapide et la plus rentable possible pour nous tous. Il faut que nous accélérions le remplissage de nos stocks. Et que nous nous fixions, comme le président de la République a défendu à plusieurs reprises, un objectif de 85% de remplissage des stocks pour tous les pays européens en entrée de l'hiver. Cela doit être notre objectif, cela fait partie des points qui seront aussi débattus. Cette constitution des stocks est donc une priorité absolue, elle doit être engagée dès la fin du printemps.

**La deuxième urgence, c'est la protection de nos compatriotes et l'accompagnement des acteurs de notre économie.** Je vais déjà rappeler qu'aucun autre pays européen n'a fait autant que la France pour protéger les entreprises et protéger les ménages contre l'augmentation des prix de l'énergie. Nous avons anticipé, je le dis devant Jean-François Carenco avec qui nous avons beaucoup travaillé sur ce sujet, avec Barbara Pompili et avec le reste du Gouvernement, cela fait des mois qu'à la demande du Premier ministre Jean Castex, depuis l'automne 2021, nous avons mis sur la table des réponses à cette crise énergétique. Aujourd'hui beaucoup de personnalités politiques multiplient les propositions, nous, nous avons pris les décisions les plus fortes de tous les pays européens. Et j'insiste là-dessus puisqu'il va maintenant être indispensable de bâtir la coordination européenne dans cette réponse à la flambée des prix de l'énergie. Car elle sera d'autant plus efficace cette réponse qu'elle sera coordonnée entre les pays européens.

Mais, je rappelle simplement ce qui a déjà été fait. L'indemnité inflation, dont bénéficient 38 millions de nos compatriotes pour près de 3,8 milliards d'euros de dépenses. Le chèque énergie que le Premier ministre a voulu augmenter, qui va arriver prochainement, en avril, chez les ménages qui sont concernés, 150 euros en moyenne. Je rappelle qu'au début du quinquennat c'était 3 millions de personnes qui l'ont touché, aujourd'hui c'est 5,8 millions. Donc nous avons augmenté le nombre de bénéficiaires et nous avons augmenté le montant moyen du chèque énergie. Nous avons mis en place un plafonnement des prix de l'électricité à 4%. Soyons clairs, si le Premier ministre n'avait pas pris cette décision au moment où je vous parle les Français seraient en train de régler une facture d'électricité de +40 %. Ils ne paient que 4 %. En raison des décisions prises par le Gouvernement. Et cette mesure de plafonnement à 4 % du prix de l'électricité, non seulement, elle concerne tous les ménages, mais elle concerne aussi 1,5 millions de petites moyennes, très petites entreprises, d'indépendants, de personnes qui n'auraient pas pu survivre sans cette mesure.



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Troisième mesure que nous avons prise, c'est le gel des prix du gaz.** C'est sans doute la mesure la plus massive. C'est aussi la mesure la plus coûteuse. Nous avons débattu ce gel du prix du gaz au Parlement en octobre dernier. A l'époque, nous avons inscrit un projet de loi de finance, 1,2 milliard d'euros pour compenser aux fournisseurs le manque à gagner de ce gel du prix du gaz. A l'heure où je vous parle et après la décision du président de la République d'étendre ce gel des prix du gaz de juin 2022 à la fin de l'année 2022.

Le coût de cette mesure sera au moins, je dis bien au moins de 10 milliards d'euros, parce que le prix du gaz, je le rappelle, a décuplé au cours des derniers mois. Quel autre pays consacre 10 milliards d'euros pour protéger ses compatriotes contre l'augmentation des prix du gaz ? Aucun. Donc, nous faisons ce qui est nécessaire pour protéger les ménages comme les entreprises contre la flambée des prix de l'énergie. Cela représente un coût total pour l'année 2022 qui sera d'au moins 20 milliards d'euros. Il y a fort à parier que la facture sera plus élevée à la fin de l'année 2022.

Et par ailleurs, je le confirme, nous continuerons de protéger nos compatriotes les plus modestes. Nous continuerons de protéger ceux qui n'ont pas d'autre choix que de prendre leur véhicule pour aller travailler. Nous continuerons à protéger les entreprises qui sont très exposées à la flambée des prix de l'électricité, les prix du gaz. Le Premier ministre a eu l'occasion d'en discuter longuement avec les partenaires sociaux, hier, mais je le redis. Aussi massif soit-il, ce soutien devra être ciblé. Ciblé sur les entreprises qui sont les plus exposées à l'augmentation des prix du gaz et de l'électricité, et à la concurrence internationale. Ciblé sur les ménages qui en ont le plus besoin immédiatement. Pourquoi ? Parce que soyons lucides, l'État ne pourra pas compenser à lui seul tout le choc énergétique que nous vivons. L'État ne peut pas être l'assureur, en dernier recours, de l'augmentation de tous les prix de l'énergie parce qu'il doit aussi être le premier investisseur dans la transition écologique et dans l'accompagnement des ménages.

L'État a besoin de moyens financiers pour investir dans les énergies renouvelables, pour investir dans les nouveaux réacteurs nucléaires, pour investir dans l'hydrogène et il a besoin de moyens financiers aussi pour protéger les entreprises les plus exposées et les ménages les plus exposés, ce qui exclut la possibilité de compenser intégralement les augmentations de prix de l'énergie pour tout le monde dans le pays à tout moment. Je veux simplement faire comprendre cela pour bien expliquer le sens des choix politiques que nous faisons. Évidemment, qu'il serait plus simple et plus facile de dire à nos compatriotes « Ne vous inquiétez pas, quelle que soit l'augmentation du prix du gaz, quelle que soit l'augmentation du prix, l'électricité, quelle que soit l'augmentation des prix d'essence, nous compenserons tout ». Mais dans ce cas-là, ce serait une décision irresponsable qui nous priverait de l'argent dont nous avons besoin, des moyens dont nous avons besoin pour investir vers notre indépendance et pour protéger ceux qui sont les plus fragiles. Cela, par ailleurs, entretiendrait notre dépendance aux énergies fossiles, alors même que nous voulons devenir indépendants. Dans le fond, les choix de politiques publiques aujourd'hui sont assez simples. Est-ce que nous entretenons la dépendance aux énergies fossiles ? Ou est-ce que nous bâtissons notre indépendance énergétique ?

Notre choix est de bâtir notre indépendance énergétique. C'est ce qui m'amène aux réponses de moyen terme. **La première réponse de moyen terme, c'est évidemment l'adaptation de nos modes de vie pour économiser de l'énergie.** Je redonne juste des chiffres pour qu'on comprenne chacun les enjeux, un degré de chauffage en moins, c'est 8 % de la consommation énergétique des logements et des bâtiments économisés en France. Donc, vous voyez que ça a immédiatement un impact important. Il faut donc que nous réfléchissions ensemble sur les meilleurs moyens de réduire notre consommation de gaz. Et là aussi, il ne s'agit pas d'imposer, il s'agit d'accompagner.



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Investir dans l'isolation thermique des bâtiments, dans l'efficacité énergétique, dans le maintien de nos stocks, dans le développement de MaPrimeRénov, qui a remarquablement fonctionné, et qui est un des grands succès à mettre à l'actif du Gouvernement et en particulier de Barbara Pompili. Tout cela, ce sont des solutions qui accompagnent les ménages plutôt que d'imposer les choses que les Français s'imposent déjà eux-mêmes en réalité.

Nous ne sommes pas là pour contraindre, nous sommes là pour accompagner et simplifier la vie de nos compatriotes. Remplacer des chaudières à gaz par des pompes à chaleur, aider à la rénovation des logements. Toutes ces mesures-là que nous avons commencées à développer, ce sont des mesures d'accompagnement qui aident nos compatriotes, qui n'imposent pas, mais qui leur facilitent la vie. C'est bien le rôle du Gouvernement face à cette crise, faciliter la vie de nos compatriotes, leur apporter des solutions pour qu'ils dépensent moins d'énergie et les aider à financer cette transition.

**La deuxième réponse de moyen terme, elle est européenne, c'est la réforme du marché européen de l'énergie.** C'est un combat que nous avons mené à tous les niveaux, celui du président de la République et du Premier ministre, de Barbara Pompili, de moi-même. Je persiste et je signe, un marché européen de l'énergie dans lequel le prix de l'électricité décarbonée reste dépendant du prix des énergies fossiles est absurde. Et cela doit changer. Et plus les prix du gaz s'envolent, plus cette réalité est perceptible par tout le monde. Et on ne peut pas demander aux Français d'investir massivement dans les énergies décarbonées, dans les énergies renouvelables, dans les énergies nucléaires et en même temps leur dire mais de toute façon, quelle que soit la situation, le prix de votre kilowattheure produit par l'électricité décarbonée sera fixé en fonction du prix du gaz, alors même que le prix du gaz flambe.

J'ai livré ce combat, nous avons tous livré ce combat, nous allons le gagner. Je suis persuadé que la Commission européenne proposera des ajustements de règles nécessaires, même temporaires, en ce sens. Il faut aller au bout de ce combat et pérenniser des règles qui permettent de fixer des coûts qui dépendent du coût moyen de production de l'énergie décarbonée et pas du prix des énergies fossiles et certainement pas du prix du gaz. L'actuel marché européen de l'énergie ne permet pas d'inciter les consommateurs à faire appel à l'électricité décarbonée dès lors que le prix de l'électricité décarbonée reste dépendant des prix de marché qui sont eux-mêmes dépendants des prix du gaz. Donc, ce fonctionnement est une double aberration une aberration économique et une aberration environnementale. C'est la raison pour laquelle nous continuerons à livrer ce combat et que nous nous réjouissons de voir que la Commission européenne, les décisions sur ce sujet sont en train de changer.

La France a été moteur sur plusieurs révolutions conceptuelles de la Commission européenne, sur les aides d'Etat, sur la question industrielle de la politique industrielle, sur la question de la mise en place d'une taxe carbone aux frontières. Nous aurons aussi, j'en suis persuadé, gain de cause sur ce sujet énergétique, comme nous l'avons eu sur d'autres.

Enfin, le dernier levier après les solutions de court terme, les solutions de moyen terme, c'est la préparation de l'avenir. Nous devons apporter une réponse systémique à un choc systémique. C'est ce qu'a fait le président de la République en présentant les orientations de la politique énergétique française, avec l'objectif de bâtir 6 nouveaux réacteurs nucléaires, d'en mettre 8 en option, de prolonger les réacteurs existants, de multiplier par 10 les capacités de production d'énergie solaire d'ici 2050 et de réaliser 50 parcs éoliens représentant 40 gigawatts d'ici 2050.

C'est en deuxième lieu la volonté aussi d'avoir accès à des technologies de rupture comme l'hydrogène. J'étais hier en Normandie.



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Nous avons lancé la réalisation de la plus grande fabrique d'électrolyses d'hydrogène verts au monde, 200 gigawatts qui verront le jour d'ici quelques années grâce à l'engagement d'Air Liquide, l'engagement de la Commission européenne et 200 millions d'euros d'aides que va apporter l'État.

Cela suppose aussi de revenir sur ces solutions de long terme sur un certain nombre de dogmes et de faire preuve de transparence vis-à-vis de nos compatriotes. J'ai déjà indiqué que comme ministre des Finances, j'étais prêt à ce que nous fléchissions l'intégralité des recettes fiscales sur les énergies fossiles vers le développement des énergies vertes. Et je pense que la seule chose qui peut rendre acceptable pour les Français ce qu'ils sont en train de payer aujourd'hui en termes de fiscalité sur les énergies fossiles, c'est leur donner la garantie absolue que chaque euro de recette ira vers le développement des énergies renouvelables, vers le développement des énergies décarbonées et vers la transition écologique.

Vous savez qu'il y a dans cette très belle et très noble maison un principe absolument intangible qui est la non affectation des recettes. Je suis prêt à faire cette exception et faire en sorte que chaque euro de recettes fiscales sur les énergies fossiles aille à la transition écologique de la manière la plus transparente possible pour que nos compatriotes voient bien que l'argent va à cette transition écologique, c'est-à-dire, et je reviens au début de mon propos, à notre indépendance énergétique qui est au cœur de la stratégie énergétique française.

Merci de votre attention et je vous souhaite de très bons travaux ce matin à Bercy. Merci à tous.